



Personnels : les absences longues non remplacées augmentent dans les établissements scolaires (enquête SNPDEN-UNSA)

Dépêche AEF n°751239 du 27 mai 2026 | Par Emmanuel Fontaine

Diffusion de cette dépêche aux adhérents du SNPDEN-UNSA avec l'aimable autorisation d'AEF Info avec qui le SNPDEN a un partenariat

De plus en plus de personnels de l'éducation ne sont pas remplacés, alerte le SNPDEN-UNSA lors d'une conférence de presse le 26 mai 2026 à Paris, qui a réalisé une nouvelle enquête sur les absences de longue durée. Par exemple, 59 % des établissements ont indiqué avoir au moins un enseignant non remplacé en mai 2026, des chiffres qui "se sont dégradés" pour presque toutes les catégories de personnels par rapport à l'an passé. Une situation qui inquiète le syndicat pour la rentrée prochaine, dans un contexte démographique et budgétaire complexe. Autre sujet abordé, le portable au lycée. "Les résultats sont assez inquiétants" car "la probabilité qu'un établissement dispose de tous ses personnels est proche de zéro", fait valoir le secrétaire général du SNPDEN-Unsa Bruno Bobkiewicz, au regard de l'enquête menée par le syndicat sur les remplacements d'absences longue durée des personnels du second degré.

Dans 12 % des établissements, au moins un poste d'enseignant toujours vacant en mai

Selon les résultats présentés le 26 mai 2026, seulement 29 % des personnels de direction interrogés par le syndicat - quelque 1 550 établissements scolaires - "indiquent avoir tous leurs enseignants remplacés", mais "il peut y avoir cumul des situations", précise-t-il, "parfois cela concerne de nombreux personnels en même temps". Dans le détail, il souligne qu'en mai 2026, il manquait un enseignant (poste vacant) dans 12 % des établissements, "ce qui à ce moment de l'année, n'est pas rassurant du tout". À cela s'ajoutent :

- 16 % des établissements qui ont au moins un poste vacant d'AESH,
- 11 % une assistante sociale,
- et 16 % un agent territorial.

Autre résultat, dans 59 % des établissements il y a au moins un enseignant non remplacé, une situation qui est même "dramatique" dans certains cas où "il peut en manquer entre cinq et neuf". Pour Bruno Bobkiewicz, "c'est pour cette raison que le MEN nous embête moins à propos des remplacements de courte durée" (RCD), qui selon lui ont tout de même permis d'améliorer de 14 % le taux des absences de moins de 15 jours. Mais au vu du coût du "pacte" enseignant, "est-ce que le jeu en valait la chandelle ?", interroge-t-il. Toutefois, le syndicaliste estime "probable qu'à la rentrée prochaine, il y ait moins de parts de pacte proposées que les années précédentes" pour des raisons budgétaires, ce qui l'inquiète car cela offre "moins de marge de manœuvre" aux établissements scolaires. "Nous n'avons plus d'heures pour faire des remplacements de courte durée, il faut nous donner les moyens de le faire". Il concède ainsi qu'il y a "un sujet sur les RCD, seulement maintenant il faut être à la hauteur sur les remplacements de longue durée". Dans le tableau des absences longue durée dressé par le SNPDEN-UNSA, suivent les agents territoriaux, avec 42 % des établissements qui déclarent au moins un de ces personnels non remplacé : "cela concerne par exemple l'aménagement et la gestion des bâtiments, qui est une compétence directe des collectivités territoriales. Pour nous, à un moment donné il y a des choix budgétaires à faire. Nous voyons qu'il y a des velléités d'élargissement des champs de compétence, mais il faut d'abord assurer les domaines où ils ont une compétence directe". À noter encore que 28 % des établissements signalent au moins un AED non remplacé, 14 % une infirmière scolaire, 11 % un personnel de direction et 10 % un psyEN.

Remplacements, vacances de postes : "les chiffres se sont dégradés"

"Il faut dire la vérité", assume donc Bruno Bobkiewicz au regard de chiffres qui concourent à "dégrader l'image du service public", mais il décrit une situation sur laquelle il alerte "depuis longtemps". Car la comparaison avec la même enquête menée l'an dernier montre que "tous les chiffres se sont dégradés, excepté pour les personnels administratifs". Avec pour première conséquence des parents "qui ne comprennent pas" pourquoi des congés maternités ou des départs en retraite ne sont pas anticipés. Et surtout, des personnels de direction qui à 76 % "déclarent que cette situation a un impact important et direct sur leurs conditions d'exercice", car souvent "ils ont dû la compenser". Au final, le secrétaire général du SNPDEN-Unsa considère que "l'État est en faute" en n'assurant pas les remplacements longs. "Le ministre nous dit que le vivier de remplacement a augmenté par rapport à l'année précédente, mais il a été largement utilisé pour les temps partiels thérapeutiques", souligne-t-il, un point que soulignait d'ailleurs la Cour des comptes dans son rapport sur le collège publié en janvier dernier. Cela consomme beaucoup d'ETP et la problématique va s'aggraver, notamment avec les congés de naissances qui vont aussi augmenter les besoins.

Dans un contexte de baisses démographique et budgétaire, des craintes sur la préparation de la rentrée 2026

Le syndicat s'inquiète aussi pour "la préparation de rentrée, dans un contexte budgétaire peu rassurant". Il cite notamment des effets sur les dotations de rentrée, comme les IMP qui "à ce stade" n'ont pas été attribuées par la moitié des académies, or elles servent par exemple à payer les référents. "D'habitude c'est fait en février", souligne le secrétaire général du SNPDEN-Unsa. "Tout cela est sous tendu par la baisse démographique", fait en outre valoir Bruno Bobkiewicz, alors que la baisse démographique commence à empiéter sur le second degré. S'il constate certaines "vellétés d'élus de garder leur collège ou leur lycée" parfois accompagnées de "pression politique", il plaide pour "éviter de garder des micro-structures", avec moins de deux classes par niveau donc un enseignant par matière, un seuil en dessous duquel le système est "contre-productif pédagogiquement", et dans lesquels "il n'y a pas de dynamique d'établissement". Dès lors, le proviseur de la cité Buffon à Paris souhaite "avancer sur les réflexions, afin de ne pas fermer trop d'établissements et de conserver le maillage territorial. "Nous partageons l'idée d'une mutualisation de locaux, dans des établissements qui iraient du 1er degré au post-bac, incluant la formation continue ou encore des unités spécialisées pour l'inclusion. Mais quand il faut fermer, il faut fermer. C'est de l'argent public, il y a moyen de faire de ces locaux quelque chose de positif."

Les autres difficultés en termes d'organisation des établissements

Le SNPDEN a également abordé d'autres sujets de préoccupation en matière de pilotage des établissements :

- **les épreuves du baccalauréat** : concernant la nouvelle épreuve de mathématiques pour les élèves de 1re, le syndicaliste semble prudent, indiquant que "techniquement tout est prêt". Il trouve toutefois "étonnant que les épreuves soient positionnées sur deux jours différents", du fait "d'obliger à faire venir tout le monde pour deux heures". Il imagine surtout de possibles "difficultés en matière de correction" pour les enseignants qui devront gérer à la fois les épreuves de 1re, les épreuves de spécialité et le grand oral pour les terminales : "il y a sursollicitation. Les convocations arrivent et certains enseignants disent qu'ils ont beaucoup de corrections prévues. Je ne suis pas sûr que [le MEN] ait anticipé ce qu'il fallait au niveau des ressources" humaines nécessaires.
- **la nomination des fonctionnaires stagiaires** : alors que les résultats des concours enseignants du second degré sont attendus entre la mi-juin et début juillet, Bruno Bobkiewicz craint qu'il y ait une semaine de retard sur la nomination des enseignants stagiaires : "il y a plein de statuts et de situations différents, ce qui cause des difficultés d'emploi du temps. "Il est probable que nous partions en vacances sans connaître ces nominations, qui sont prévues pour la 3e semaine de juillet, pointe-t-il. Or, "dans certaines académies les chefs d'établissements n'ont plus accès à la plateforme depuis chez eux, elle est verrouillée pour des raisons de cybersécurité, ils doivent être physiquement sur place", ce qui pourrait engendrer des retards dans la préparation des emplois du temps de rentrée.

Portable au lycée : "l'inquiétude est de ne pas avoir de texte"

Concernant l'interdiction - en cours de discussion - des portables au lycée, pour Bruno Bobkiewicz "l'inquiétude est de ne pas avoir de texte, car le dossier est bloqué au niveau européen". Or, il constate que la situation ne sera pas réglée avant l'été, bien qu'il faille procéder à des modifications "maintenant et pas dans 3 semaines" pour une application à la rentrée prochaine, ce pourquoi le syndicat a "demandé des clarifications au MEN". Il pointe deux incertitudes : faut-il mettre en place une "zone d'exception" pour les élèves ? Si la mesure reste à la main de l'établissement, avec la possibilité de désaligner le fonctionnement pour les lycéens et les étudiants, le syndicat y est plutôt favorable, car cela éviterait aux élèves de sortir à chaque interclasse et de se mettre en danger. Une question d'organisation et de mise en oeuvre certes, bien que, "au regard des études sur la question, cela ne va pas régler la question du numérique, nous voyons bien que les impacts ne sont pas magiques". D'autant que "le principal sujet de préoccupation, évoqué par beaucoup de collègues, c'est la question de la fraude" liée aux téléphones portables, malgré leur interdiction pendant les contrôles et examens. "L'interdiction ne va pas régler cela. Nous n'allons pas utiliser des brouilleurs car ils sont interdits, en revanche nous nous demandons si nous n'allons pas investir dans des détecteurs d'onde. Ce serait bien que le MEN se penche un peu plus là-dessus". Des appareils dont le coût serait de 500 à 600 euros l'unité, avec pour Bruno Bobkiewicz "un doute sur un investissement de l'État", mais pour lui cela pourrait venir des établissements ou des collectivités territoriales. "Cela existe depuis 10 ans, il y a un sujet de test à réaliser, car cela permettrait de "dire aux parents qu'on a cet appareil, pour dissuader les usages".

Testez AEF

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite,
sauf accord formel d'AEF Info.